



Pourquoi sortir du Grand Est ?

Description

Chapitre VII

J'ai suivi il y a quelques temps, le direct de l'assemblée générale du Mouvement Pour l'Alsace (MPA).

Son président, André Reichardt (Sénateur apparenté LR du Bas-Rhin) s'est plaint de la faible participation à cette assemblée devant les rangs clairsemés d'une salle bien trop grande pour cette réunion.

Le MPA

Il a rappelé que le MPA est un mouvement trans partisan dont le seul but est de tout faire pour que l'Alsace retrouve ses compétences régionales en sortant du Grand Est. Il a avoué que lors de la création de ce mouvement il s'attendait à de très nombreuses adhésions compte tenu du fait que tous les sondages affichaient de façon récurrente, que deux tiers des Alsaciens étaient favorables à une sortie du Grand Est et ce quel que soit le bord politique des sondés. Las...

Peut-on s'étonner de cet état de fait ?

Rappelez-vous les sondages publiés avant le référendum du 7 avril 2013 : tous allaient dans le même sens depuis 2011 jusqu'à la veille du scrutin, à savoir les deux tiers des sondés favorables au regroupement de la Région Alsace avec les deux Départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin en créant le Conseil d'Alsace.

Malheureusement ce référendum fût une énorme claque pour les partisans du « Oui » puisque le Haut-Rhin votait non et la forte abstention (64%) n'aurait de toutes façons pas permis d'atteindre les 25 % des inscrits en cas de victoire.

Ces résultats confirmaient qu'un sondage n'est de loin pas un vote...

La situation n'est pas différente aujourd'hui car les partisans alsaciens d'une sortie du Grand Est ne font que s'appuyer sur des sondages ou autre consultation pour justifier leur démarche.

Dans ces sondages, on pose une simple question et le sondé répond par oui ou par non. Ceci n'a rien à voir avec une campagne électorale durant laquelle s'affrontent les partisans et les opposants et durant laquelle il faut convaincre et emporter l'adhésion.

Le président Bierry à la tête de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) et partisan d'une sortie de l'Alsace du Grand Est, a fait une remarque intéressante dernièrement quand il déclarait par voie de presse que la démarche qui consiste à vouloir s'émanciper du Grand Est, n'était pas identitaire mais focalisée sur l'efficacité de l'action publique. Soit. Cette explication fera certainement plaisir à tous ceux, Unser Land en tête, qui sont justement dans une démarche identitaire...

Il faut rendre les débats « sexy »

Cependant le président Bierry a mille fois raison. Déjà, en 2007, les socioprofessionnels du Conseil économique et social d'Alsace (CESA) proposaient un Conseil d'Alsace unique pour plus d'efficacité dans l'action publique. Il est seulement dommage que les promoteurs du référendum six ans plus tard, aient perdu ce fil conducteur et se soient laissés enfermer dans un débat stérile sur le siège de la nouvelle institution ainsi que sur les économies devant être réalisées, le tout noyé dans un schéma institutionnel abscons.

Le problème aujourd'hui comme hier, reste que cette approche centrée sur l'efficacité de l'action publique, si elle est claire et pertinente, ne va pas de soi pour une immense majorité d'Alsaciens. Cela ne peut fonctionner que si on explique dans le détail quelle est la plus-value, en termes d'efficacité de l'action publique pour l'Alsacien citoyen-électeur et contribuable.

Une telle démarche ne peut se concevoir sans du temps devant soi, beaucoup de temps. Pourquoi ?

Les sujets ayant trait à l'administration, aux compétences des collectivités territoriales et aux institutions d'une façon générale passent largement au-dessus la tête des gens. Ils montrent très peu d'appétence pour ces thèmes. C'est rébarbatif et ennuyeux pour beaucoup. C'est pourquoi il faut les rendre « sexy ».

Ceci ne peut se faire qu'à travers des actions de terrain, lors d'échanges, de tables rondes, d'ateliers, de groupes de travail au cours desquels des animateurs munis de fiches bien préparées, expliqueront pourquoi l'action publique sera améliorée si l'Alsace récupère ses compétences régionales et devient une collectivité à statut particulier. Toute cette approche reste à inventer et à décliner sur le terrain.

C'est de la démocratie participative et c'est long et lent mais cela reste la seule solution pour convaincre sur un sujet aussi complexe. Rien de tout cela n'a été fait en 2013 avec le résultat que l'on sait. Aujourd'hui, mises à part les incantations en faveur de la sortie du Grand Est, nous en sommes au même point. Nous n'avons tiré aucun enseignement du passé. Seules les postures semblent compter.

Consultation des Alsaciens, voire du Grand-Est

Les multiples propositions de loi en faveur de l'émancipation de l'Alsace, si elles aboutissent à un

résultat, celui-ci passera forcément par une consultation des Alsaciens, voire du Grand-Est dans son ensemble car on peut faire confiance au législateur qui, s'il s'est affranchi de toute consultation populaire pour créer les grandes Régions, ne manquera pas d'en imposer une à l'Alsace... Dans ce cas, il vaut mieux être prêt au débat et à la contradiction qui ne manqueront pas d'apparaître au cours de la campagne électorale. Nous n'en prenons pas le chemin et si aujourd'hui, on consultait les Alsaciens, la mobilisation serait certainement du même niveau qu'en 2013 et ne permettrait pas à l'Alsace de changer de statut et ce malgré les sondages.

Faible mobilisation des adhérents du MPA

La faible mobilisation des adhérents du MPA du président Reichardt n'est donc pas un paradoxe et ce ne sont pas quelques assemblées générales, courriers et autres articles de presse qui suffiront à changer la donne.

Il aurait été certainement plus facile hier, d'expliquer aux Alsaciens pourquoi il fallait fusionner la Région Alsace avec les deux Départements, que de leur démontrer pourquoi la CEA doit sortir du Grand Est aujourd'hui...

L'Alsacien

Categorie

1. L'Alsacien

date créée

18 janvier 2023